

Isabelle Simonis : « Si je ne suis plus ministre, je choisirai Flémalle »

POLITIQUE Ministre en sursis, la socialiste juge la situation actuelle grotesque

► La Flémalloise s'attend à devoir quitter son ministère à la Communauté française à tout moment.
► Elle a fait son choix : elle ne retournera pas comme députée au Parlement wallon, mais se focalisera sur « sa » commune.

ENTRETIEN

La situation en Fédération Wallonie-Bruxelles ne bouge pas, cela en devient inquiétant ?

C'est historiquement inédit et c'est grotesque. On semble donner beaucoup de responsabilités et de défauts au PS, mais je constate que sur le coup, c'est le CDH qui a débranché la prise. Savaient-ils seulement que la Wallonie, c'était différent de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Région bruxelloise ? C'est irresponsable. Et que dire du prétexte alors ? On parlait de transformation éthique, d'un coup de balai, de gouvernance. Là, on n'est nulle part.

Avec une situation qui stagne en Communauté française, quel est votre état d'esprit ?

J'ai beaucoup d'amertume et une certaine forme de colère.

LA SITUATION DU PS

« Je peux comprendre la méfiance »

D'après un sondage de Sudpresse, seuls 57 % des électeurs du PS disent faire confiance à Elio Di Rupo jusqu'en 2019. Vous comprenez cette méfiance ambiante ?

Oui, je peux le comprendre. Cela fait plus de six mois, depuis toute cette année 2017 en fait, que la situation n'est pas facile à vivre. Chez nous, au PS, mais également, plus largement, au niveau des partis socia-

listes européens, où l'on se pose beaucoup de questions quant au contenu idéologique, à la réorientation des idées... Mais cette période de doute peut - et doit - devenir une opportunité pour travailler sur un nouveau projet et sur la fonction même du mandataire. Avec les USC (Unions socialistes communales), les affiliés, les militants. Je ne veux pas être naïvement optimiste, mais j'ai un réel espoir d'un vrai nouveau départ pour le PS.

Défi (ex-FDF) pose ses conditions, vous pourriez les suivre et vous maintenir au pouvoir ?

Je ne me suis jamais accrochée au pouvoir à tout prix et, comme je vous l'ai dit, les cartons sont prêts et les dossiers en ordre. Il y a des points de convergence, mais ce n'est clairement pas le PS qui a la main pour entamer des négociations.

Vous ne serez vraisemblablement plus ministre, donc.

Retournez-vous siéger comme députée wallonne ou comme bourgmestre « full-time » de Flémalle ?

Si un gouvernement de la Com-

munauté française se forme sans le PS et que je ne suis donc plus ministre, mon choix sera de revenir à la tête de Flémalle en renonçant à mon poste de députée. J'aurais pu faire les deux, en étant députée et

bourgmestre en titre. mais je souhaite plutôt me reconcentrer sur ma commune en anticipant la législation.

Désormais, votre priorité politique, c'est Flémalle ?

J'ai deux priorités. La première est donc en effet de reve-

nir à la commune. Ma seconde est de m'impliquer au sein de la Fédération liégeoise du Parti socialiste aux côtés du président, Jean-Pierre Hupkens, et de l'équipe en place. Et ce, notamment par rapport au défi qui nous attend avec l'aboutissement du chantier des idées,

qui se clôturera avec un congrès idéologique du PS. ici à Liège, le 26 novembre prochain.

Ce chantier des idées doit, théoriquement, réformer votre parti en profondeur. Sur quoi voudriez-vous insister, à titre

plus personnel ?

Il y a tout d'abord le volet homme/femme et l'interculturalité. Je veux que l'on réaffirme le droit à l'avortement, l'accès aux méthodes de contra-

ception, mais également l'instauration d'un cours d'éducation à la vie affective et sexuelle pour tous, dans tous les réseaux. Ensuite, il y a cette notion d'écocapitalisme, qui est la clé, à l'instar de ce qu'avait prôné Mélenchon lors de la présidentielle française. J'attends de voir quelle pourrait être la synthèse de la notion fondamentale qu'est le socialisme et cet aspect d'écologie. Enfin, il me semble urgent de se redéfinir. C'est quoi être socialiste aujourd'hui ? On doit requestionner notre idéologie, nos valeurs et les confronter aux réalités d'aujourd'hui. On doit évoluer sur le fond comme sur l'image.

Vous craignez que l'étiquette « PS » suscite un certain rejet ?

En ce qui me concerne, je suis viscéralement attachée au terme « socialisme ». Quant au mot « parti », c'est la structure. J'en fais partie, je l'assume. On garde plus que jamais notre raison d'être, nous restons un grand parti de masse, qui doit reencourager la marche avant.

En 2018, vous serez bien tête de liste sur une liste intitulée « PS » ?

Je soumettrai ma candidature comme tête de liste aux affiliés socialistes flémallois. Le processus sera lancé dans le courant du mois de septembre. ■

Propos recueillis par
GASPARD GROSJEAN

Rupo à la tête du PS coûte que coûte ?

En « on » ou en « off », mon discours ne varie pas. Dans le contexte que l'on vient d'évoquer, il peut être celui qui fait l'équilibre entre les différentes tendances. Elio Di Rupo a annoncé qu'il voulait rester capitaine du navire et le bureau du parti n'a pas émis de volonté de changement à ce niveau. Personne n'a non plus dit haut et fort « je veux y aller maintenant ». Ce n'est pas le point central dans les difficultés du parti aujourd'hui.

G.G.